



## DÉPARTEMENT DES PLATEAUX

# Denis Sassou N'Guesso attendu à Djambala et Lekana

Le directoire de la coordination des cadres du département des Plateaux s'est réuni le 9 février à Brazzaville sous la direction de son président, Pierre Ngolo, pour faire le point des préparatifs de la visite du président de la République, Denis Sassou N'Guesso qui va y séjourner les 12 et 13 février. Le chef de l'Etat procèdera à l'inauguration de la ligne électrique reliant Djambala à Lékana.

« Nous voulons que le président passe un bon séjour dans le département des Plateaux. », a expliqué le chef du secrétariat de la coordination, Bruno Jean Richard Itoua.

Page 2



Dans les Plateaux, le chef de l'Etat procèdera à l'inauguration de la ligne électrique reliant Djambala à Lékana

## RÉINSERTION SOCIALE DANS LE POOL

### Le PASD satisfait de l'exécution de ses activités



Le comité de pilotage du Projet d'appui à la promotion des moyens de substance durables (PASD) dans le Pool a exprimé son satisfaction le 10 février en rapport avec l'exécution des activités amorcées en juin 2019. Financé par le Fonds japonais de développement social, pour un coût de 1,325 milliard FCFA, et mis en œuvre par la Banque mondiale, le PASD vise à

contribuer à l'amélioration de l'accès aux moyens de subsistance durables des populations vulnérables et désœuvrées du département du Pool. Ce projet a été initié dans le cadre du programme de désarmement, démobilisation et réinsertion.

Page 3

#### DÉPARTEMENT DE LA LIKOUALA

Les bénéficiaires de l'allocation Covid-19 en attente de certification

Page 5

## FINANCES PUBLIQUES

### Les taxes fiscal-douanières désormais payées à la banque

La banque postale a ouvert une plateforme dénommée guichet unique de paiement à travers laquelle les contribuables vont désormais payer les impôts et droits de douane. Le ministre des Finances et du Budget, Calixte Nganongo, a procédé le 10 février à Brazzaville au lancement dudit mécanisme. « Le guichet unique de paiement a été institué par la loi de finances 2021. Il s'agit de mettre en place un système d'encaissement de toutes les taxes par la banque. Une fois ces taxes encaissées, la Banque postale ira les reverser au Trésor public », a-t-il indiqué.

Page 5



Le ministre des Finances (au centre) lors du lancement du projet

## DISPARITION

### Alex Ramel s'en est allé

Le directeur de la pharmacie Mavré à Brazzaville s'est éteint en France à la fin de semaine dernière au terme d'une longue maladie. Ambassadeur de l'Ordre Souverain de Malte au Congo, il a mené plusieurs actions caritatives et avait entrepris ces dernières années de lancer, avec l'appui du roi Makoko, le grand projet des « Arômes du Congo ». Vincent Ohl, qui l'accompagnait dans la réalisation de cette vaste opération sur les terres du royaume de Mbé et qui la poursuivra, lui rend hommage au nom de ses très nombreux amis et de nous-mêmes dans les colonnes de ce numéro des Dépêches de Brazzaville.

Page 16

## CHAMPIONNAT DU MONDE DE BOXE ARABE

Deux athlètes congolais affûtent leurs armes à Pointe-Noire

Page 16

## Editorial

### La doyenne

Page 2



## ÉDITORIAL

## La doyenne

Le 4 janvier dernier, l'ambassadeur de la République démocratique du Congo en poste à Brazzaville, Christophe Muzungu, portait le message des membres du corps diplomatique accrédités au Congo en tant que vice-doyen, en lieu et place de la doyenne, l'ambassadrice de la République centrafricaine, Marie-Charlotte Fayanga. C'était à l'occasion de l'échange de civilités avec le président de la République, un rituel que cette dernière avait appris par cœur depuis.

L'absence de la diplomate centrafricaine avait été très remarquée, car elle officiait à son poste de doyenne depuis de longues années sans faiblir. Marie-Charlotte Fayanga était une diplomate accomplie, dans ce sens qu'elle restait discrète à toute épreuve, mais disait ce qui lui tenait à cœur avec beaucoup de franchise. Seize années passées au Congo, elle a vécu les péripéties des crises intermittentes qui ont secoué ce pays voisin du sien propre, la Centrafrique. A chaque renouvellement du rituel des vœux, elle ne manquait pas de faire la part des choses entre ce qui avait marché, et ce qui était attendu dans son pays d'accueil par la population et la communauté internationale.

Dans le message évoqué plus haut, rédigé de sa main, elle appelait ainsi les autorités congolaises à donner « un nouvel élan dans la lutte contre la corruption, les antivaleurs sans oublier l'apurement de la dette intérieure et la soutenabilité de celle contractée à l'égard des traders et de certains grands partenaires ». En conséquence, la doyenne du corps diplomatique estimait que : « la mise en place de la Haute autorité de lutte contre la corruption arrivait à point nommé », elle insistait aussi pour que cette institution dispose de « moyens nécessaires pour endiguer ce fléau et surtout produire rapidement les résultats escomptés ».

On se souviendra par ailleurs de sa prise de parole au plus fort de la tension préélectorale au Congo, en 2015, lorsque le 15 octobre, elle réunit tous ses collègues ambassadeurs pour leur recommander « la stricte neutralité ». C'était au moment où certains d'entre eux tentaient avec ingéniosité de passer outre leur devoir de réserve pour s'immiscer dans le jeu politique congolais. Quand bien même cette tension resta vive dans quelques chancelleries à Brazzaville, l'appel de la doyenne fut entendu.

Marie-Charlotte Fayanga aurait adopté la même attitude de neutralité dans le moment présent où les acteurs congolais se préparent à la conquête du pouvoir présidentiel, le 21 mars prochain. Comme quoi, les diplomates, il y en a qui savent s'en tenir à leur serment. Adieu la doyenne !

Les Dépêches de Brazzaville

## DÉPARTEMENT DES PLATEAUX

## Denis Sassou N'Guesso attendu à Djambala et Lékana

Le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, se rendra à Djambala et Lékana, dans le département des Plateaux, les 12 et 13 février où il procédera à l'inauguration de la ligne électrique reliant les deux localités.



Les membres du directoire

Le directoire de la coordination des cadres du département des Plateaux qui s'est réuni le 9 février sous la direction de son président, Pierre Ngolo, a fait le point des préparatifs de cette visite du président de la République. « Nous voulons que le président ait un beau séjour dans le département des Plateaux. Nous avons décidé de donner un éclat particulier à cette visite et de l'accueillir de façon éclatante parce que je crois que pendant les cinq ans de son mandat, il n'est pas venu dans les Plateaux pour une

visite de travail », a expliqué le chef du secrétariat de la coordination, Bruno Jean Richard Itoua. Conscients du fait que la mission de recevoir le chef de l'Etat incombe en premier lieu aux autorités locales, les cadres des Plateaux misent sur la mobilisation des filles et fils du département. En effet, chacun des onze districts sera représenté, conformément à sa proximité du chef-lieu du département. Du côté des cadres résidant à Brazzaville, une forte délégation est attendue pour donner un caractère popu-

laire à cette visite.

« ...La visite c'est vendredi. Ce dernier point montre que l'engagement est total, l'enthousiasme est là, il se manifeste à tous les niveaux. Les contributions financières sont au rendez-vous. Il y a des comités techniques dans chaque district. Nous espérons que cette dynamique que nous sommes en train de mettre en place va se poursuivre », a conclu le ministre Bruno Jean Richard Itoua.

Les populations des Plateaux profiteront du séjour du président de la République pour rendre publique une déclaration de soutien au candidat de la majorité présidentielle, suivie de la remise de leur contribution. « Le soutien c'est aussi au plan logistique et financier », a déclaré en substance le président du Sénat, Pierre Ngolo.

Parfait Wilfried Douniama

« ...La visite c'est vendredi. Ce dernier point montre que l'engagement est total, l'enthousiasme est là, il se manifeste à tous les niveaux. Les contributions financières sont au rendez-vous. Il y a des comités techniques dans chaque district. Nous espérons que cette dynamique que nous sommes en train de mettre en place va se poursuivre »,

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ingamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

## Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

## Commercial Pointe-Noire :

Mélaine Eta Tanta

Chef de service diffusion de Brazzaville :  
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,  
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé  
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombète  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,  
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél.: (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault



## RÉINSERTION SOCIALE DANS LE POOL

## Le PASD s'exécute normalement

Le comité de pilotage du Projet d'appui à la promotion des moyens de subsistance durables dans le département du Pool (PASD) s'est réuni, le 10 février à Brazzaville, pour dresser le bilan à mi-parcours de ses activités. On retient que le projet s'exécute sans heurts et au rythme souhaité.

Le PASD a été lancé le 18 juin 2019 à Kinkala. Il a été initié dans le cadre du programme de Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), après la signature, le 23 décembre 2017 à Kinkala, de l'accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités entre le gouvernement et les ex-rebelles. Financé par le Fonds japonais de développement social à hauteur de 1,325 milliard Fcfa, le PASD mis en œuvre par la Banque mondiale vise à contribuer à l'amélioration de l'accès aux moyens de subsistance durable des populations vulnérables et désœuvrées du département du Pool.

Le projet se développe en trois composantes, à savoir : la stimulation de l'amélioration des moyens de subsistance ; la promotion de l'utilisation durable de l'énergie, en mettant l'accent sur les activités productives, la gestion du projet ; le suivi-évaluation et la diffusion des connaissances.

Sa phase pilote s'exécute actuellement à Linzolo et Koubola dans le district de Goma Tsé-tsé, à Yalavounga et Yangui dans le district de Kinkala ain-



Euloge Landry Kolelas et les membres du comité de pilotage du PASD Photo Adiac

si qu'à Matesana et Missafou dans la communauté urbaine de Mindouli.

D'après le Haut-commissaire à la réinsertion des ex-combattants, Euloge Landry Kole-

las, la première phase de ce projet se réalise bien au profit des personnes vulnérables du

**« La présente session du comité de pilotage que nous tenons ce jour doit être décisive car elle nous permet de faire un bilan à mi-parcours de la mise en œuvre du PASD en vue de sa projection dans l'avenir. Je vous exhorte à prendre la mesure de votre rôle afin de faire des suggestions pertinentes »**

Pool.

Pour la première composante, a confié le coordonnateur du projet, à ce jour 194 projets ont été approuvés et sont en phase d'exécution.

Les activités se développent par les groupements d'intérêt économiques œuvrant dans diverses filières telles que le maraîchage, la pisciculture, la culture vivrière, l'élevage de porcs et de petits ruminants, l'apiculture, le petit commerce et l'artisanat.

Ouvrant les travaux, le Haut-commissaire à la réinsertion des ex-combattants, Euloge Landry Kolélas, a invité les participants à analyser en toute responsabilité les dossiers soumis à leur approbation. « La présente session du comité de pilotage que nous tenons ce jour doit être décisive car elle nous permet de faire un bilan à mi-parcours de la mise en œuvre du PASD en vue de sa projection dans l'avenir. Je vous exhorte à prendre la mesure de votre rôle afin de faire des suggestions pertinentes », a-t-il indiqué.

**Firmin Oyé**

## MADIBOU

## Plus de mille cinq cents femmes adhèrent à l'OFC

Quelque 1517 femmes de Madibou dans le 8e arrondissement de Brazzaville viennent d'adhérer à l'Organisation des femmes du Congo (OFC), une organisation catégorielle du Parti congolais du travail (PCT).

La présidente de l'association « Quartier des Colombes », Nicole Atipo, a invité les femmes à jouer leur partition, avant de les appeler à adhérer à cette association et à l'OFC. « Je sollicite votre adhésion massive à l'OFC. Pour ce faire, nous mettons à votre disposition des for-

**«...Travaillons la main dans la main, afin de promouvoir le leadership féminin et de prouver que nous sommes fortes, déterminées et capables de réaliser de grandes choses »**



Une vue des militantes

mulaires à compléter, puis à remettre aux personnes qui en ont la charge », a-t-elle indiqué.

Membre du conseil central

de l'OFC, Nicole Atipo a aussi exhorté les femmes de Madibou à prendre conscience de leur importance et de leur pouvoir au sein de la société.

« Sachez que nous aussi, nous sommes appelées à occuper des grands postes. Nous pouvons nous aussi participer d'une manière

ou d'une autre à l'évolution de notre cher pays, le Congo. Travaillons la main dans la main, afin de promouvoir le leadership féminin et de prouver que nous sommes fortes, déterminées et capables de réaliser de grandes choses », a-t-elle déclaré en présence de la présidente de la section PCT Centre sportif Makélékélé, Francine Matongauh.

Concernant l'élection présidentielle du 21 mars prochain, la présidente de l'association « Quartier des Colombes » a rappelé aux nouvelles venues la nécessité de s'inscrire sur les listes électorales et de soutenir la candidature du président Denis Sassou N'Guesso.

**Parfait Wilfried Douniama**



## BASSIN DU CONGO

## Prévenir les risques de propagation des maladies de la faune sauvage à l'homme

Les partenaires au développement viennent de publier un Livre blanc, pour interpeller les dirigeants de la sous-région sur la nécessité d'améliorer la conservation et l'utilisation durable de la faune sauvage, dans un contexte de crise sanitaire de Covid-19.

La publication du Livre blanc intitulé « Reconstruire en mieux dans un monde post-covid-19 : réduire les risques de propagation de maladies à l'homme liés à la faune sauvage » fait suite à la conférence numérique GLF biodiversité au cours de laquelle le Programme de gestion durable de la faune sauvage a été mis en place.

Ce document de guide, à en croire ses initiateurs, vise à permettre aux décideurs de mieux comprendre les raisons de la propagation des maladies comme les zoonoses peuvent se répandre et devenir des épidémies, y compris les moyens de prévenir, détecter et répondre à de futures propagations/épidémies, en mettant l'accent sur les interventions prioritaires aux interfaces entre l'homme, la faune et le bétail.



Le coronavirus, dont le bilan mondial approche les 100 000 morts pourrait avoir été transmis à l'homme par le pangolin ou la chauve-souris. AFP/File

« Le Livre blanc a été réalisé dans le cadre du Programme de gestion durable de la faune sauvage, qui permettra de tirer des enseignements essentiels sur la manière de prévenir, de détecter et de répondre à de futures

épidémies par des politiques et des pratiques nationales et transfrontalières appropriées dans le contexte des sites partenaires », indiquent les initiateurs.

Il faut noter que le SWM Programme est une initiative in-

ternationale majeure visant à améliorer la conservation durable de la faune dans les écosystèmes de forêts, de savanes et de zones humides. Des projets de terrain sont mis en œuvre dans treize pays d'Afrique, des Caraïbes et

du Pacifique, l'objectif étant l'amélioration de la réglementation de la chasse de la faune sauvage, l'augmentation de l'offre de produits carnés et de poissons d'élevage produits de manière durable.

Il prévoit également de renforcer les capacités de gestion des communautés autochtones et locales et de réduire la demande de viande provenant de la faune sauvage, en particulier dans les villes. Il est mis en œuvre par un consortium dynamique de quatre partenaires, notamment l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Centre de recherche forestière internationale, le Centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement et la Wildlife Conservation Society (WCS).

**Fiacre Kombo**

# VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO  
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI

à VENDREDI (9h-17h)

et SAMEDI (9h-13h)

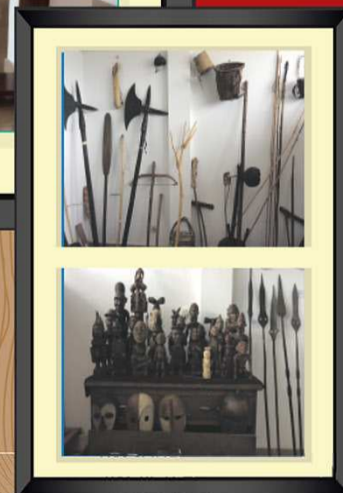
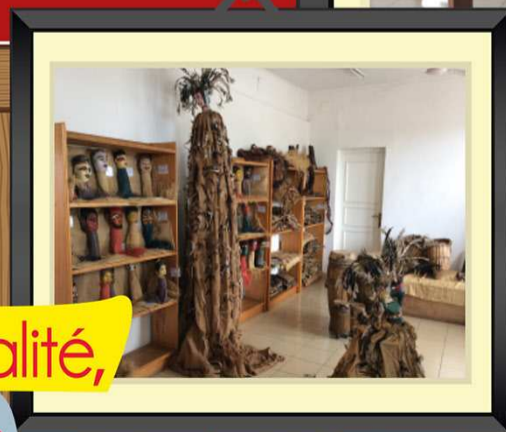
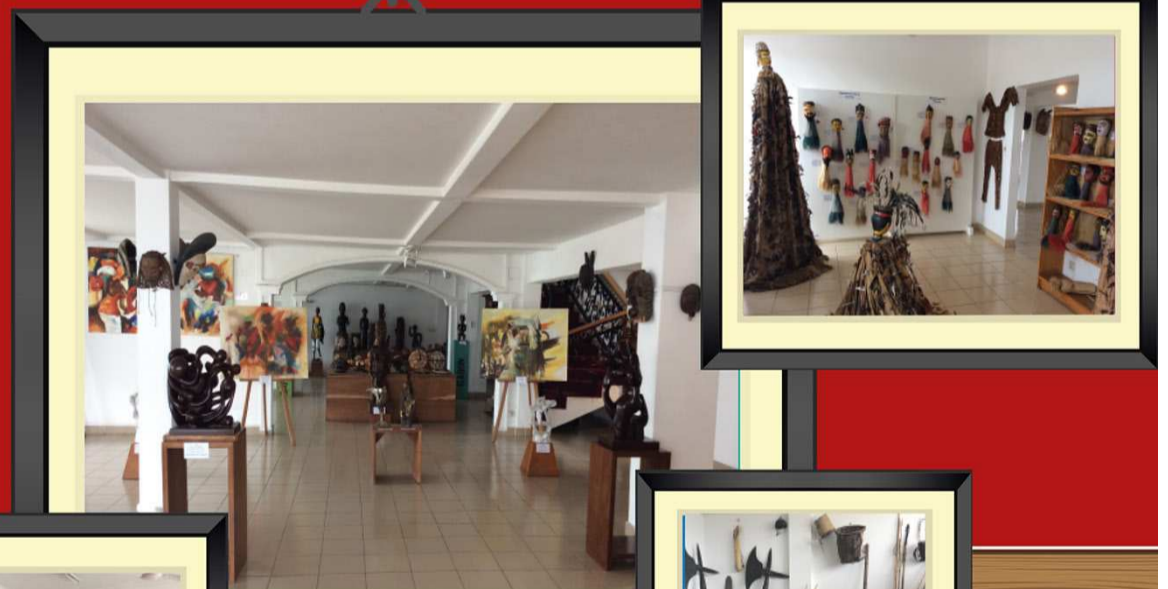
Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**  
de la **Tradition**  
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**  
immeuble les manguiers (Mpila)  
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**



## RÉFORMES

## Le paiement des taxes fiscalo-douanières se fera désormais en banque

Le ministre des Finances et du Budget, Calixte Nganongo, a lancé le 10 février à Brazzaville, le guichet unique de paiement (GUP). Il s'agit d'une plateforme déjà opérationnelle au niveau de la Banque postale, permettant aux contribuables d'y payer leurs impôts et douanes.

« Le guichet unique de paiement a été institué par la loi de finances 2021. Il s'agit de mettre en place un système d'encaissement de toutes les taxes par la banque. Une fois ces taxes encaissées, la Banque postale ira les reverser au Trésor public », a indiqué le ministre des Finances qui a insisté sur le fait que désormais tous les paiements doivent être effectués via ce support.

Le GUP concernera toutes les administrations qui paient les taxes à l'Etat. Seulement, « dans un premier temps, on va commencer par les impôts et la douane. Nous allons l'étendre à d'autres taxes au fur et à mesure », a relevé le directeur du Système d'information au ministère des Finances, Guy Noël Londongo. « La douane avait déjà le Guichet unique de dédouanement, le GUD, qui prêtait confusion avec le Guichet unique des opérations transfrontalières, le GUOT. On ne



Le ministre des Finances (au centre) au lancement du GUP

parlera plus de GUD mais de GUP car, nous avons élargi ce mécanisme aux impôts », a poursuivi Guy Noël Londongo. Donnant l'avantage que re-

vêt cette nouvelle réforme, le responsable du système d'information au ministère des Finances a évoqué la traçabilité dans le circuit de paiement des taxes. « L'argent entrera

directement dans le système bancaire. Il n'est plus question qu'un agent encaisse de l'argent avec tous les risques que cela comporte. Outre des modes de paiement habi-

**« Le guichet unique de paiement a été institué par la loi de finances 2021. Il s'agit de mettre en place un système d'encaissement de toutes les taxes par la banque. Une fois ces taxes encaissées, la Banque postale ira les reverser au Trésor public »**

tuels, cette plateforme gère également le mode de paiement en ligne », a-t-il souligné, avant d'inviter les usagers à y adhérer.

Conscient de la charge qui lui est confiée, le directeur général de la Banque postale, Calixte Médard Tabangoli, a indiqué : « c'est un rôle important, nous en avons conscience. Nous avons mis tout au point, de sorte que les opérations se déroulent de la meilleure des manières. Nous sommes déjà prêts à recevoir les contribuables au niveau de toutes nos agences. »

Rappelons que pour sécuriser les recettes de l'Etat, le ministère des Finances et du Budget poursuit avec ses séries de réformes lancées en 2016. Depuis le début de l'année en cours, trois projets de réformes sont déjà mis en route. Il s'agit du système de facturation normalisé pour mieux recouvrer les impôts, le Timbre fiscal dématérialisé pour réduire la fraude y compris le GUP.

Lopelle Mboussa Gassia

## ALLOCATION COVID-19

## Les ménages vulnérables de la Likouala bientôt certifiés

Dans la période allant du 11 au 19 février, la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Antoinette Dinga-Dzondo, lancera les opérations de certification des ménages pauvres et vulnérables devant bénéficier de l'allocation Covid-19 dans les différentes localités du département de la Likouala.

Les opérations de certification qui auront lieu, dans quelques jours,

dans la Likouala permettront de déterminer l'éligibilité des bénéficiaires

de l'allocation d'urgence (50.000FCFA par ménage) selon les groupes

variés de vulnérabilité. Il s'agit, en l'occurrence, des ménages en situation de détresse sociale, des ménages pauvres et vulnérables... Les élus nationaux, locaux, les acteurs de la société civile et des confessions religieuses sont impliqués au sein du comité pluri-acteurs afin de fiabiliser davantage le processus et d'éviter d'éventuels cas de favoritisme ou de contestation. Il convient de souligner que dans les départements de Brazzaville, du Pool, de la Bouenza, du Niari, du Kouilou et de Pointe-Noire, la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire avait déjà lancé les opérations de paiement de l'allocation d'urgence. Pour percevoir leurs allocations,

les ménages pauvres et vulnérables de la Likouala doivent encore faire preuve de patience, le temps de finaliser les opérations de certification.

En rappel, l'allocation d'urgence Covid-19 a été initiée par le gouvernement, après confinement décrété dans le cadre de la riposte à la pandémie dans l'objectif de soutenir, tant soit peu, des familles vulnérables, dont la situation sociale s'est fragilisée. En dehors de la pandémie, rappelons-le, la population de la Likouala a été victime des inondations. Il y a quelques semaines une mission humanitaire a mis à leur disposition des vivres, des matériaux de construction et autres outils leur permettant de relancer leurs activités.

Rominique Makaya



Une vue des personnes vulnérables de la Likouala



## EDUCATION

Des manuels scolaires pour les classes de Cm2 et 3<sup>e</sup>

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, a remis le 10 février des manuels scolaires aux encadreurs et enseignants des établissements d'enseignement général au profit des élèves des classes de Cm2 et de 3<sup>e</sup>, en vue de renforcer la continuité pédagogique en période de Covid-19.

L'opération a été lancée officiellement au Complexe Révolution-Gampo Olilou. Elle a été couplée à l'ouverture de la session de formation des encadreurs et enseignants.

Les supports ont été élaborés, validés et reprographiés par le comité technique de coordination du programme de continuité pédagogique et résilience du système éducatif en période de Covid-19. L'échantillon de ces manuels a été remis aux directeurs départementaux.

A l'occasion, l'inspecteur général des lycées, David Boké, a indiqué que la rentrée scolaire 2020-2021 a été conditionnée par le respect des règles spécifiques tant sur le plan sanitaire que pédagogique. Selon lui, ces règles nécessitent d'être vulgarisées afin d'éviter la propagation du Covid-19 en milieu scolaire.

Les guides d'orientation de la santé et des enseignements,



Remise de manuels scolaires aux directeurs départementaux des pays (Adiac)

poursuit-il, en période du Covid-19 ont été conçus grâce à l'appui du partenariat mondial pour l'éducation. Ils serviront d'outil et d'aide indispensable pour tous les acteurs de la communauté éducative ainsi qu'aux membres de maîtrise des établissements scolaires. « Les procédures édictées portent sur deux formes

d'enseignement : mode présentiel et le mode distantiel. Formés sur ces pratiques pédagogiques tout à fait particulières, nous pourrions nous assurer d'avoir installé chez les formateurs, les encadreurs, les enseignants et les élèves les compétences nécessaires pour sauver l'école congolaise », a précisé David

Boké.

La représentante de l'Unicef au Congo, Micaela Marques de Souza, a pour sa part souligné que la mobilisation du personnel éducatif a permis aux élèves de continuer leur apprentissage en cette période de coronavirus. La persistance de cette maladie et ses conséquences pour la santé publique néces-

sitent de renforcer les connaissances et les compétences pédagogiques des enseignants sur les nouvelles approches d'apprentissage et la prévention de la maladie.

Pour le ministre Anatole Collinet Makosso, la formation s'inscrit dans l'approche novatrice du gouvernement visant à améliorer la qualité des enseignements, en vue d'un meilleur rendement scolaire. Cette formation est organisée avec l'appui des partenaires techniques et financiers dans la mise à disposition de la communauté éducative une formation orientée vers les enseignements par des mesures de santé applicables. Elle prendra en compte le volet pédagogique et le travail de conception de distribution des supports pédagogiques, les mesures sanitaires face aux dispositifs de lavement de main en milieu scolaire.

*Lydie Gisèle Oko*

## INVESTISSEMENT

## La BAD et la BEI renforcent leur partenariat

La Banque africaine de développement (BAD) et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont procédé à la signature d'un accord visant à renforcer leur coopération. Cette signature intervient dans le contexte de la pandémie de Covid-19 qui accroît la pauvreté sur le continent africain et menace les marchés et les moyens de subsistance; ce qui rend l'action encore plus urgente.

Le plan d'actions conjoint de partenariat vise à accélérer le développement en Afrique. Il a été signé par Bajabulile Swazi Tshabalala, premier vice-président par intérim de la BAD, côté Afrique, et Thomas Östros, vice-président de la BEI, côté Europe. L'opération s'est déroulée au cours d'une cérémonie virtuelle, en présence de plus de 100 parties prenantes. Il s'agit d'une coopération renforcée mettant en avant des « priorités de développement mutuelles », avec un accent sur la stimulation des investissements des secteurs public et privé en Afrique. Dans l'accord conjoint afférent, il est question que les deux institutions (BAD et BEI), développent une réserve commune de projets bancables autour des thèmes clés complémentaires auxquels chaque institution apporterait son avantage global.

Ces deux institutions coopèrent sur l'action climatique et la durabilité environnementale, l'investissement transformateur à grande échelle dans des infrastructures de qualité, les infrastructures et services des Technologies de l'information et de la communication, l'inclusion financière dans une perspective de genre, visant à l'autonomisation des filles et des femmes, l'éducation et la formation, ainsi que le secteur de la santé. Pour Bajabulile Swazi Tshabalala, « il est crucial qu'un plus grand nombre de banques de développement multinationales et d'autres institutions de financement du développement s'engagent à collaborer plus étroitement et plus fortement, comme le montre ce plan d'actions conjoint entre la BAD et la BEI, afin de soutenir plus efficacement nos pays membres régionaux en ces temps troubles ». Ajoutant que : « la croissance économique durable et la sécurité dans les régions confrontées à des défis particuliers, telles que le Sahel et la Corne de l'Afrique, sont notre priorité absolue ».

Thomas Östros a, de son côté, indiqué que le partenariat est crucial pour les activités et l'impact de la BEI et que ce partenariat avec Africa's Bank est crucial pour l'Afrique. Précisant que : « le plan d'actions signé aujourd'hui avec la Banque africaine de développement démontre la ferme volonté de la Banque européenne d'investissement et la Banque de l'Union européenne de réaliser des investissements qui font une réelle différence pour l'Afrique. Le renforcement de notre travail avec la Banque africaine de développement, la banque multilatérale de développement de l'Afrique est une priorité stratégique pour la BEI et l'Europe ».

*Noël Ndong*

## COVID-19

## Après avoir choisi le vaccin Johnson &amp; Johnson, l'Afrique du Sud prête à revendre ses doses d'AstraZeneca

L'Afrique du Sud s'est dit prête mercredi à revendre ou échanger un million de doses du vaccin AstraZeneca, qu'elle a abandonné au profit de celui de Johnson & Johnson après que son efficacité sur le variant local du coronavirus a été mise en doute.

Dimanche, les autorités avaient suspendu le programme de vaccination qui devait débuter dans les jours suivants avec le vaccin AstraZeneca/Oxford, après une étude révélant notamment une efficacité « limitée » contre le nouveau variant sud-africain du virus, baptisé 501Y.V2. Selon les premiers résultats de cette étude de l'université sud-africaine du Witwatersrand à Johannesburg, le vaccin d'AstraZeneca/Oxford est efficace à seulement 22% contre les formes modérées du variant sud-africain. Aucun résultat n'est encore disponible sur son efficacité contre les formes graves.

Mercredi, le ministre sud-africain de la Santé, Zweli Mkhize, a annoncé qu'« étant donné les résultats des études d'efficacité, (le gouvernement) poursuivra la première phase de vaccination prévue en utilisant les vaccins Johnson & Johnson au lieu du vaccin AstraZeneca ».

« L'efficacité du vaccin Johnson & Johnson contre le variant 501Y.V2 a été prouvée », a-t-il souligné, sans préciser la date de lancement de la campagne.

Le gouvernement d'Afrique du Sud, pays africain le plus durement frappé par le coronavirus, s'est fixé pour objectif de vacciner 40 millions de personnes, soit 67% de sa population, d'ici la fin

de l'année. Dans ce but, il avait reçu le 1er février un million de doses du vaccin AstraZeneca, qui doivent en théorie arriver à expiration fin avril, et 500.000 autres avaient également été commandées.

Parmi les options étudiées après l'abandon de ce vaccin, le gouvernement envisage de vendre ou d'échanger ses lots avec des pays touchés par la souche originale de coronavirus. « Selon leurs avis, les vaccins seront échangés avant la date d'expiration », a déclaré Zweli Mkhize, en assurant qu'« il y a déjà des pays qui demandent de le leur vendre ».

« Nos scientifiques vont continuer à délibérer sur l'utilisation du vaccin d'AstraZeneca en Afrique du Sud », a-t-il indiqué. Certains ont évoqué la possibilité de l'administrer à plusieurs milliers de gens dans le pays pour évaluer ses effets sur les formes sévères de contamination au variant 501Y.V2.

## Fabrication locale

A l'heure actuelle, neuf millions de doses de vaccins Johnson & Johnson ont été commandées, dont une première livraison, en petite quantité, est attendue la semaine prochaine. Le premier arrivage sera probablement utilisé comme « stock de recherche »,

a indiqué le ministre.

La société pharmaceutique sud-africaine Aspen, fabricant agréé pour le vaccin Johnson & Johnson, « est très déterminé à accélérer la production en Afrique du Sud », a déclaré Zweli Mkhize, affirmant que ces premières doses seraient disponibles en avril. Contacté par l'AFP, Aspen a indiqué n'avoir « pas plus d'information » sur un accord avec Johnson & Johnson et que tout commentaire est « prématuré ». Après avoir tardé à se lancer dans la course mondiale aux vaccins, le gouvernement sud-africain cherche également à se procurer d'autres vaccins auprès du laboratoire américain Pfizer, ainsi qu'à travers le mécanisme Covax, mis en place par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour tenter de garantir une distribution équitable des moyens de lutte contre le Covid-19.

L'Afrique du Sud est frappée par une deuxième vague de coronavirus, largement causée par un variant local réputé beaucoup plus contagieux que le virus originel.

Depuis le début de la pandémie, le pays a enregistré près de 1,5 million de cas de contamination et plus de 46.800 décès dus au coronavirus.

*AFP*



## CENTRAFRIQUE

# Les forces armées reprennent la ville de Bouar

Les forces armées centrafricaines avec leurs groupes alliés ont repris, le 9 février, Bouar, ville stratégique située à 340 km au nord-ouest de Bangui.

Le 13 janvier, la CPC, une coalition de six groupes armés parmi les plus importants du pays, a entamé une descente vers Bangui, tentant une prise de la capitale. De violents affrontements y ont eu lieu les 9 et 17 janvier, poussant ainsi plusieurs milliers de personnes à quitter leur domicile. Et conduisant à la prise de contrôle d'une partie de la ville par les groupes armés de la coalition.

Depuis, les forces centrafricaines appuyées par leurs partenaires russes et rwandais reprennent du terrain. Le mardi, la ville de Bouar a été reprise, ont annoncé les autorités.



Les forces armées patrouillant dans la ville de Bouar/DR

Cette étape, aussi importante soit-elle, permettra de contrôler le corridor d'approvisionnement. Cinquième ville centrafricaine, avec 40 000 habitants, Bouar demeure un axe routier crucial pour le ravitaillement de

Bangui à partir du Cameroun. Depuis mi-décembre, la CPC y a concentré ses efforts, empêchant la circulation des véhicules de marchandises. Le but affiché de la rébellion : asphyxier la capitale.

Une ligne de front à Boali

marquait jusqu'à récemment la position officiellement tenue par les forces légales. Mais depuis une semaine, les forces ont accéléré leur avancée sur le corridor : Bossembele le 4, Yaloke le 5, Bossemptele le 7 et Bouar,

le mardi 8 février. Une avancée rapide, mais sans grande bataille, les groupes armés semblent se retirer devant l'avancée des forces régulières. Mardi soir, la coalition armée CPC a annoncé d'accepter l'ouverture d'un couloir humanitaire pour les ONG et la Minusca pendant une durée limitée, sans donner plus de précisions. Elle affirme néanmoins maintenir le blocus pour tout autre type de déplacement sur l'axe principal de ravitaillement. Lundi, un convoi de 13 camions humanitaires a rejoint Bangui, le premier depuis la fermeture du corridor, au mois de décembre.

Josiane Mambou Loukoula

## ZONE CFA

## Les missions diplomatiques s'opposent au nouveau règlement des changes

La Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) subit des pressions de missions diplomatiques qui continuent de s'affranchir des dispositions réglementaires pour limiter la circulation d'autres monnaies que le FCFA en zone Cémac, estimant qu'elles entravent leur bon fonctionnement.

Dans sa lettre de Recherche du mois de février, la BEAC révèle que depuis le 1er mars 2019, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation des changes dans la Cémac, elle reçoit des pressions des missions diplomatiques qui ne veulent pas se conformer.

Selon l'institution financière, à la suite d'une séance de travail avec les chefs de mission diplomatique, le gouverneur de la BEAC, Abbas Mahamat Toli, a émis une lettre circulaire qui octroie des facilités de retrait de devises aux chefs de mission diplomatique, diplomates et assimilés, en leur accordant un délai de trois mois pour apporter des justificatifs à leurs retraits de devises pour des besoins de voyage. Nonobstant ces dispositions, «certaines représentations diplomatiques continuent de vouloir se soustraire de l'application de la réglementation des changes en sollicitant des exemptions pour effectuer des retraits de devises sur les comptes en devises ouverts dans les banques de la Cémac», affirme la banque centrale.

En réalité, «il a été constaté qu'avant l'entrée en vigueur du nouveau règlement, les représentations diplomatiques et consulaires jouissaient de la latitude de retirer de leurs comptes en devises des espèces en devises pour couvrir leurs besoins ou alimenter le marché. Une pratique qui est contraire à la réglementation», déclare la BEAC.

Selon la même source, la disposition réglementaire qui vise à éviter la circulation d'une autre monnaie que le FCFA dans la Cémac est mal interprétée par certaines représentations diplomatiques et consulaires accréditées dans les différents pays de la sous-région. «Pour ces structures, cette disposition entrave leur bon fonctionnement et porte préjudice à leur personnel. En outre, elles évoquent les dispositions de la Convention de Vienne qui régit les relations diplomatiques entre les États pour s'exempter de l'application de la réglementation des changes», apprend-on de la banque centrale.

J.M.L.

## INSÉCURITÉ

## Une centaine de camions humanitaires bloqués sur la route du Cameroun

En cause, des attaques de groupes armés sur la route principale reliant le pays au Cameroun empêchent l'acheminement de l'aide humanitaire et des produits commerciaux, selon la Minusca.



La représentante spéciale adjointe du secrétaire général de l'ONU en Centrafrique, Denise Brown, relève des tensions toujours assez fortes dans plusieurs parties du pays, malgré «une baisse importante du nombre d'attaques par rapport à la mi-décembre». La dernière, majeure de groupes armés, daterait du 13 janvier à Bangui, et «stoppée avec succès» par les Casques bleus de la Minusca et les Faca. Le défi actuel est la sécurisation de la MSR1. Il s'agit de la route principale par laquelle arrivent les biens importés et l'aide humanitaire acheminés par voie terrestre depuis le Cameroun. Des convois y sont régulièrement attaqués. Actuellement, «toute la nourriture du PAM, tous les médicaments de l'Oms et du Fonds de l'Unicef, toutes les fournitures du HCR et des ONG ont été complètement bloqués», a déploré Denise Brown, précisant que 100 camions transportant de l'aide humanitaire

ont été immobilisés. «Le blocage de cette route a vraiment un impact important sur la situation humanitaire», a-t-elle souligné. Environ 1,9 million de personnes ont du mal à se nourrir, au jour le jour, en Centrafrique. Le 3 février, un premier convoi est parvenu à acheminer de l'aide humanitaire «en traversant les parties les plus difficiles de la route». «Nous sommes confiants que cela va continuer, étant

**« Le blocage de cette route a vraiment un impact important sur la situation humanitaire »,**

donné que cela apporte de l'aide vraiment nécessaire pour la population qui a été affectée par le blocage de cette route », s'est réjouie la représentante spéciale. Plus de 180 ONG et agences des Nations unies opèrent en Centrafrique avec plus de 12000 travailleurs humanitaires locaux et internationaux. En janvier dernier, 66 incidents visant des humanitaires ont été recensés en Centrafrique. «Un chiffre plus élevé que tout autre mois des années précédentes», a relevé Denise Brown. «La majorité de cette criminalité étant créée par les groupes armés», a-t-elle précisé. Plus de 200000 Centrafricains sont déplacés, dont plus de 100 000 réfugiés dans les pays voisins. «Plus ces déplacements dureront, plus nous aurons de problèmes persistants de malnutrition», a prévenu la représentante spéciale adjointe des Nations unies en RCA.

Noël Ndong



## MISSION DE L'OMS EN CHINE

## Cinq questions sur la pandémie restées sans réponse

Après quatre semaines de mission à Wuhan en Chine, les experts de l'OMS n'ont pu percer les origines de la pandémie de Covid-19 et plusieurs questions restent en suspens.

L'équipe de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que le coronavirus a probablement migré de chauves-souris vers une espèce non déterminée avant de contaminer des humains. Elle a également jugé hautement improbable que le Covid-19 provienne d'un laboratoire de haute sécurité de Wuhan, infirmant ainsi nombre de théories allant en ce sens.

Après une mission de presque un mois, des questions restent cependant sans réponse concernant l'origine du coronavirus.

Selon les experts, des dizaines de milliers d'échantillons d'animaux sauvages, domestiques et d'élevage prélevés à travers le pays ont été analysés, mais aucun ne contenait le virus Sars-CoV-2. La virologue néerlandaise Marion Koopmans a néanmoins expliqué que des espèces très sensibles au coronavirus - rat des bambous, blaireau, lapin - étaient vendues au marché Huanan de Wuhan, site d'un des premiers clusters, ce qui pourrait être un point de départ



Des membres de l'OMS lors d'une mission d'investigation pour découvrir l'origine du virus, à Wuhan (centre de la Chine) le 2 février 2021/afp.com/Hector Retamal

pour remonter la chaîne de contamination. Le zoologue britannique Peter Daszak a, pour sa part, ajouté que de nouveaux virus découverts sur des chauves-souris en Thaïlande et au Cambodge déplacent le curseur vers l'Asie du Sud-Est.

Pékin a aussi plusieurs fois évoqué la thèse que le coronavirus aurait pu être importé en Chine via des aliments

surgelés. Pour le chef de la partie chinoise de la mission, Liang Wannian, le coronavirus peut voyager sur de grandes distances à la surface de produits froids, et l'analyse d'échantillons du marché de Huanan, qui vendait des animaux sauvages et des fruits de mer surgelés, a montré une contamination généralisée au Covid-19. Le chef de l'équipe de l'OMS, Peter Ben

Embarek, a néanmoins prévenu qu'on ignorait pour l'instant si le coronavirus pouvait se transmettre aux humains par la chaîne du froid.

Pékin par ailleurs a demandé à l'OMS d'enquêter sur une éventuelle origine américaine de l'épidémie. Des responsables du ministère chinois des Affaires étrangères auraient évoqué des théories sur la fuite du coronavirus

d'un laboratoire militaire américain. Enfin, la Chine a diffusé des études suggérant que le Covid-19 serait apparu fin 2019 en Italie et dans d'autres pays.

Mais Marion Koopmans a jugé que ces études ne fournissent aucune preuve d'une circulation antérieure à décembre 2019 du virus hors de Chine, ajoutant que des experts devraient réellement en rechercher des preuves. Pour la virologue néerlandaise, les fermes fournissant en animaux sauvages le marché Huanan de Wuhan doivent faire l'objet de recherches supplémentaires.

En plus de prélever davantage d'échantillons sur des animaux sauvages en Chine et ailleurs, M. Ben Embarek a suggéré de retester des échantillons en utilisant de nouvelles approches pour les analyses sanguines et de rechercher des cas antérieurs à décembre 2019 à Wuhan.

La Chine, de son côté, espère que les prochaines investigations auront lieu dans un autre pays.

Julia Ndeko avec AFP

## Le point sur la pandémie

Nouvelles mesures, nouveaux bilans et faits marquants.

L'Union européenne, qui a été trop optimiste sur les livraisons de vaccins anti-Covid, veut muscler la production de masse pour mieux préparer les vingt-sept à la propagation des nouveaux variants, a affirmé mercredi la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, devant les eurodéputés. La Commission, qui a négocié les précommandes, subit un feu nourri de critiques à la suite d'importants retards de livraison des trois premiers vaccins autorisés dans l'UE.

Le laboratoire BioNTech va démarrer la production de son vaccin conçu avec Pfizer dans une nouvelle usine à Marbourg (Allemagne). Les premiers vaccins produits sur le site de Marbourg devraient être expédiés début avril, prévoit le laboratoire. Actuellement, la principale usine de fabrication pour les clients européens se trouve à Puurs, en Belgique.

Plus de 148 millions de doses de vaccins an-

ti-Covid ont été administrées dans au moins 91 pays ou territoires. Hors micro-Etats, Israël est, de loin, le pays le plus en avance : plus de quatre Israéliens sur dix (42%) ont déjà reçu au moins une dose. En valeur absolue, ce sont les Etats-Unis qui mènent la danse, avec 43,2 millions de doses, devant la Chine (40,5 millions de doses).

La campagne de vaccination prévue en Afrique du Sud sera lancée avec le vaccin du laboratoire Johnson & Johnson, au lieu de celui d'AstraZeneca/Oxford dont l'efficacité est actuellement remise en question, a annoncé mercredi le ministre Sud-africain de la Santé, Zweli Mkhize.

La pandémie a fait plus de 2,34 millions de morts dans le monde depuis fin décembre 2019. Après les Etats-Unis (468.203 morts), les pays les plus endeuillés sont le Brésil (233.520), le Mexique (168.432), l'Inde (155.252) et le Royaume-Uni (113.850).

Jn avec AFP

Plus de 135 millions de doses de vaccins anti-Covid ont été administrés dans le monde. A ce jour, au moins 90 pays ou territoires ont entamé leur campagne de vaccination, mais près de deux doses sur trois (64%) ont été injectées dans des pays à revenu «élevé» (au sens de la Banque mondiale), qui n'hébergent pourtant que 16% de la population mondiale.

- La Guinée équatoriale a instauré un premier couvre-feu à partir de mardi 19H00, et refermé bars, restaurants et discothèques ainsi que limité le nombre de vols dans ses aéroports. Un confinement très strict avait été imposé du 15 avril au 15 juin dernier.

## Paul Kagamé appelle à une distribution équitable des vaccins



Le président rwandais a mis en garde, dans une tribune, contre les conséquences d'un nationalisme vaccinal. Les Etats-Unis et l'Europe sont accusés de thésauriser des excédents de doses.

L'Afrique, souligne-t-il, n'attend pas la charité, mais la transparence et l'équité. Paul Kagamé plaide notamment pour l'accès du continent aux précieux liquides à des prix équitables.

Pour le chef d'Etat rwandais, un retard de vaccination en Afrique pourrait compromettre des années de progrès, en termes de développement humain, alors qu'investir dans la vaccination serait bénéfique au commerce international.

Le Rwanda attend la livraison d'un peu plus d'un million de doses du vaccin d'Astrazeneca. Il profitera notamment du programme Covax de l'Organisation mondiale de la santé.

Josiane Mambou Loukoulou



## GENRE

# La femme africaine, championne du monde de l'emploi

Dans son « Atlas de l'Afrique AFD (éditions Armand Colin) », l'Agence française de développement (AFD) interroge les dynamiques en cours sur le continent. À travers une carte, elle fait un focus sur l'implication des femmes dans la vie économique africaine.

Dans l'« Atlas de l'Afrique AFD », l'Agence appelle à oublier les préjugés sur la condition féminine en Afrique. Car, contrairement aux idées reçues, les femmes africaines sont très largement impliquées dans la vie économique de leur continent. L'AFD fait parler les chiffres, malgré quelques disparités avec l'Afrique du nord : le taux de participation des femmes au marché du travail (55 %), soit un niveau supérieur à celui observé dans les pays les plus avancés (53 %), avec une moyenne mondiale qui s'élève à 48 %. En Afrique du nord, les femmes sont trois fois plus touchées par le chômage que les hommes. L'ouvrage souligne aussi le rôle clé de la femme africaine dans l'économie. Nombreuses ont créé leur propre business (24%) devant les Américaines du sud (17 %), du nord (12 %), les Asiatiques du Sud-Est (11 %) et les femmes du Moyen-Orient (9 %).

«La participation des femmes à la vie économique est un enjeu essentiel de l'égalité entre les femmes et les hommes», souligne Mar Merita Blat, experte en Genre à l'AFD. Malgré qu'elles ont toujours travaillé, ces dernières siècles elles ont majoritairement occupé des postes et



fonctions non rémunérées, notamment au sein de l'espace privé du foyer, a-t-elle rappelé. Ce qu'elle explique par « la difficile articulation des temps de vie, mais

aujourd'hui, elles ne sont que 48 % dans le monde à participer au marché du travail.

Le continent qui contribue le plus à cela est l'Afrique,

canismes de protection sociale et de gardes d'enfants, développement de l'entrepreneuriat, ségrégation des métiers, etc », explique Mar Merita Blat. Elle considère que l'entrepreneuriat est un vecteur d'émancipation permettant aux femmes de participer pleinement à la vie économique. « Parmi les biais sexuels existants dans la création d'une entreprise, un des plus importants reste l'octroi d'un crédit bancaire pour démarrer l'initiative entrepreneuriale. C'est pourquoi l'AFD finance, en Égypte, un programme d'appui aux micro, petites et moyennes entreprises dirigées par les femmes, permettant de lever ces

gements des conflits, dans la consolidation de la paix et dans les situations post-conflit. Il a appelé la participation de ces femmes « sur un pied d'égalité à tous les efforts, visant à maintenir, promouvoir la paix et sécurité et y être pleinement puis véritablement associées », saluant les efforts des pays de la région à faire progresser « la participation égale et véritable des femmes aux processus politiques », notamment, en vue d'accroître le nombre de femmes aux hautes fonctions de l'Etat. Ce fut le cas récemment au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée, au Niger, au Liberia et au Togo, durant les processus électoraux. Ce qui aura contribué à l'enracinement de la démocratie dans les pays concernés.

S'agissant de la propagation du terrorisme et de la violence, le Conseil de sécurité appelle à s'attaquer aux causes profondes de sa propagation et d'adopter une approche globale pour y mettre fin, avec l'appui des partenaires au développement, tels que la Banque mondiale, et d'autres institutions financières internationales. La femme africaine est donc incontournable dans la prise de décisions dans l'éclosion de l'économie et la stabilité du continent.

Noël Ndong

**« Sur un pied d'égalité à tous les efforts, visant à maintenir, promouvoir la paix et sécurité et y être pleinement puis véritablement associées »**

aussi le nombre important de femmes dans le travail informel, dans le secteur du care, ou dans le temps partiel, malgré leur présence de plus en plus importante sur le marché du travail rémunéré ». Un constat qui est entrain de se modifier, certes, mais encore

malgré les idées reçues. « Cependant, la moyenne continentale très élevée de participation des femmes à la vie économique (55 %) cache des écarts régionaux très importants. Ces différences s'expliquent par plusieurs facteurs : taux d'informalité, mé-

barrières », a-t-elle éclairé.

## Le rôle de la femme africaine étendu vers la prévention des conflits

C'est le Conseil de sécurité qui vient de rappeler le rôle joué par les femmes en Afrique de l'ouest au Sahel dans la prévention et le rôle

## NOCES D'ÉTAIN

Il y a dix ans tout pile, on s'est dit oui ! 10 précieuses années remplies de rires, d'aventures, des découvertes, des surprises, de rêves et, ce, toujours main dans la main. +

Si c'était à refaire je n'hésiterais pas une seconde !

Nous profitons de cette occasion pour renouveler notre gratitude à tous ceux qui nous ont assistés de près ou de loin.

Joyeux 10 ans!

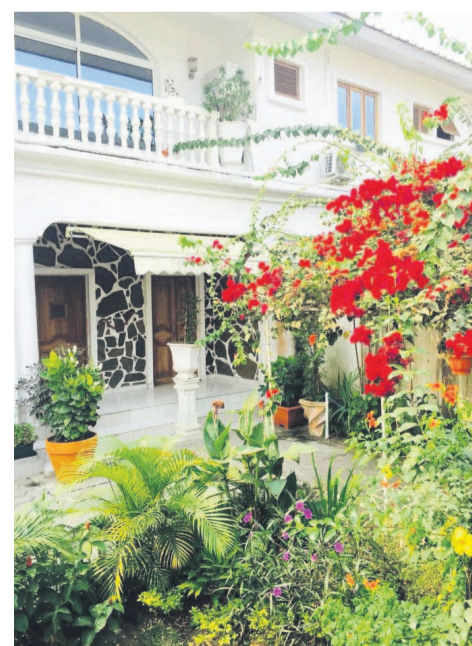
**Viviane et Cyriaques Elog Ngollo**



## RESIDENCE ARCHANGE À POINTÉ-NOIRE

Location des chambres équipées et climatisées avec un point cuisine

À partir de 13500 FCfa la nuitée plus un petit-déjeuner au réveil. Quartier Siafoumou non loin de la clinique du Dr Mongo  
Contact : +242 06 591 20 65  
Whatsapp: 0041 794 256 732  
E-mail : mesmin.tambika@hispeed.ch  
Site web : residence archange.jimdo.com







MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE  
PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE  
UNIE NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

## AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET D'AUDIT FINANCIER ET COMPTABLE (CERTIFICATION DES COMPTES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE DES EXERCICES 2017, 2018 ET 2019

N°003C/PDAC/2021

1. La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque mondiale, ont signé, le 20 septembre 2017, un Accord de Financement, d'un montant de 100 millions de dollars US, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Ce projet a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque mondiale le 13 juillet 2017 et est entré en vigueur le 30 avril 2018. Une partie des fonds est réservée au recrutement de l'audit comptable des exercices de 2017 à 2019 du projet.

2. Les cabinets éligibles sont invités à présenter leur dossier de manifestation d'intérêt selon, les critères ci-après :

- être un cabinet d'audit et d'expertise comptable de réputation internationale, indépendant et faisant profession habituelle de réviser les comptes et appartenant à l'ordre professionnel comptable reconnu par l'IFAC et la FIDEF ;
- avoir une expérience confirmée en audit financier des comptes des projets de développement, notamment les projets financés par la Banque mondiale ;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins 7 ans dans le domaine de l'audit financier des comptes des projets de développement, notamment des opérations financées par des bailleurs de fonds.

3. Le personnel clé de la mission devra comporter au moins :

- un Expert-Comptable Diplômé justifiant d'au moins 10 ans d'expérience d'audit financier et ayant une bonne connaissance des procédures de gestion fiduciaire et audits des projets financés par des bailleurs de fonds multilatéraux. Des expériences avec des projets Banque mondiale seront un atout ;
- un Chef de mission ayant au moins un diplôme BAC + 5 en audit, comptabilité et justifiant d'une expérience de 10 ans au moins d'audit financier,
- un vérificateur justifiant d'une expérience de cinq ans au moins en cabinet

d'audit,

- un Spécialiste en passation de marchés ayant au moins un diplôme BAC + 5 et justifiant d'une expérience de cinq (05) ans au moins dans l'audit de la passation de marchés des projets financés par des bailleurs de fonds. Des expériences avec la Banque mondiale seront un atout.

Le cabinet sera sélectionné selon la méthode de sélection fondée sur la qualification et le coût (SFQC), conformément aux Directives de la Banque mondiale « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale de janvier 2011 révisées en juillet 2014 ».

4. Les termes de référence détaillés peuvent être consultés et les dossiers de manifestation d'intérêt peuvent être déposés, au plus tard, le mercredi 10 mars 2021, à l'Unité Nationale de Coordination du Projet, sise Boulevard Denis Sassou Nguesso, Mpila/Brazzaville - République du Congo, Tél : (242) 06 858 88 88 ; E-mail : pdacmaep@gmail.com, les jours ouvrables, de 8 heures à 14 heures 30.

Fait à Brazzaville, le 10 février 2021

Le Coordonnateur National,

Isidore ONDOKI



# ADIAAC

Toute l'actualité  
Du Bassin du Congo  
EN VIDÉO



LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

8A, boulevard Denis-Sassou-Nguesso  
Brazzaville - République du Congo

www.adiac.tv





## DIASPORA

# Sept solutions pour accélérer l'entrepreneuriat

Au terme de son tour de France, le Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA) présente, à Paris, ses « Sept solutions pour accélérer l'entrepreneuriat des diasporas ».

Vendredi 5 février, à la conférence-débat organisée à Paris par le CPA, en présence du ministre Elisabeth Moreno et de Franck Riester, ministre délégué chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité, un dispositif innovant a été mis en place par divers opérateurs pour faciliter l'entrepreneuriat de la diaspora. C'est un ensemble d'outils complémentaires, du financement à l'accompagnement des candidats entrepreneurs, ont précisé les initiateurs par Bpifrance, l'AFD, Business France et Expertise France.

Le dispositif mis en place se présente sous le titre « Sept solutions du CPA pour accélérer l'entrepreneuriat des diasporas » :

Solution 1 - « Pass Africa », un parcours unique dédié aux entrepreneurs pour l'Afrique

Le Pass Africa a pour objectif d'accélérer le développement des entreprises à fort potentiel de croissance ayant l'Afrique comme priorité et déjà réalisé une première levée de fonds.

Mis en œuvre avec Bpifrance, ce label sera décerné à une vingtaine d'entreprises par an. Elles bénéficieront notamment d'un accès unique prioritaire et accéléré dans les domaines de l'investissement, de l'accompagnement, du financement, de l'assurance, de la garantie et du soutien à l'innovation :

Solution 2 - La Communauté « Pass Africa / EuroQuity »

Réservée aux entrepreneurs bé-



Wilfrid Lauriano Do Rego, coordonnateur du CPA, allocution d'ouverture le 5 février 2021 à Paris Crédit photo : AMAPP

néficiaires du label « Pass Africa », cette initiative mise en œuvre avec Bpifrance, vise à connecter les écosystèmes de l'entrepreneuriat et d'innovation européens et africains au sein d'EuroQuity, service digital de réseautage et de partenariats pour l'Afrique, qui rassemble 14 000 sociétés, 2 000 investisseurs et 1 500 structures d'accompagnement.

Solution 3 - Nouvelle phase 2 du Programme MeetAfrica

Le programme MeetAfrica déployé par l'AFD et Expertise France veut renforcer la mobilisation des talents de la diaspora africaine. Sa deuxième phase vise la création d'une plateforme euro-africaine d'informations, le renforcement des acteurs d'appui à l'entrepreneuriat, la mise en réseau, l'accompagnement de 140 entrepreneurs et le financement de 170 entrepreneurs entre l'Europe et l'Afrique.

Solution 4 - Application web CPA pour l'entrepreneuriat des diasporas

L'accès à l'information constitue un obstacle majeur à l'entrepreneuriat de la diversité et des diasporas.

Cette application, mise en œuvre avec Bpifrance, sera déployée sur le site web du CPA, afin d'offrir une meilleure visibilité aux dispositifs d'accompagnement et de financement existants pour ces entrepreneurs et permettra des redirections vers les différentes solutions et conseils.

Solution 5 - Valoriser les diasporas dans le programme « Entrepreneuriat pour tous »

Animé depuis janvier 2019 par Bpifrance, le Programme « Entrepreneuriat pour tous » bénéficie aux quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). La solution retenue vise à flécher les entrepreneurs issus des dias-

poras et à sensibiliser le réseau des CitésLab aux spécificités de l'entrepreneuriat en lien avec l'Afrique pour mieux accompagner ces entrepreneurs.

Solution 6 - Nouveau programme « Talents en commun »

« Talents en commun » est un outil inédit encadré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'AFD. Il permet à des experts et cadres publics et privés, dont les membres de la diaspora, d'effectuer des missions de deux semaines à un an, renouvelables, pour réaliser une mission de service public dans une administration ou une entreprise publique à la demande d'un État africain partenaire. Les bénéficiaires conserveront leurs droits sociaux en France.

Solution 7 - Le Chèque relance V.I.E pour la mobilité des jeunes professionnels en Afrique

Le nouveau dispositif du Chèque

relance V.I.E facilite l'accès des entreprises au Volontariat international en Entreprise grâce à la prise en charge de 15 % à 20 % du coût annuel d'un jeune volontaire.

Mise en œuvre avec Business France, cette aide publique issue du plan France relance permet également de financer les missions V.I.E réalisées par des jeunes ayant suivi des formations courtes (jusqu'à Bac + 3) et des quartiers prioritaires de la politique de la ville (Q.P.V).

Ces « sept solutions », a rappelé Wilfrid Lauriano Do Rego, coordonnateur CPA, traduisent en grande part le ressenti et les analyses recueillis auprès des entrepreneurs de la diaspora que le CPA est allé rencontrer sur leurs territoires, afin de « se mettre à leur écoute », au cours d'un début de tour de France des capitales régionales : Bordeaux en septembre, Lyon en octobre, Marseille en novembre.

Étape finale de ce mini-tour de France du CPA, la rencontre parisienne de vendredi s'est terminée par une courte allocution vidéo du président Emmanuel Macron, tout à fait, dans l'esprit de son discours fondateur de Ouagadougou sur les relations Afrique-France en novembre 2017 : « La diaspora représente notre part africaine, elle est une chance pour la France », a-t-il notamment déclaré, croyant aux potentialités de la diaspora africaine.

Marie Alfred Ngoma

## VIENT DE PARAÎTRE

## « L'orchidée » de Valérie Sana

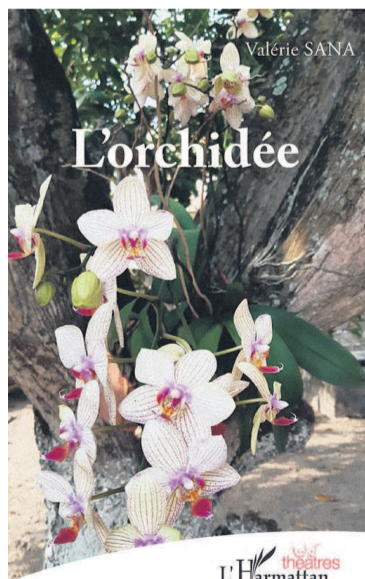
Paru aux éditions L'Harmattan, cet ouvrage de quatre-vingt-sept pages est une collection « Théâtres » dirigée par Jérôme Martin. Il est structuré en deux Actes et dix scènes en raison de cinq scènes par Acte.

Comme un livre ouvert sur les premiers pas d'une métisse née au crépuscule du XXe siècle. Voilà que deux personnages, l'un sceptique, l'autre curieux, s'en mêlent. Peut-on lire à la quatrième de couverture de cette pièce pour trois personnages.

Réagissant par la plume au seuil de son intimité, l'auteure monte sur scène. Témoigner de la vie d'une orchidée accrochée à un manguier. Pour cet héritage de valeurs à transmettre en priorité, car il fait bon balayer les horizons et la médiocrité. Se remémorer le passé peut parfois aider à affronter le futur, notamment lorsque le présent joue d'incertitudes

en fêlures. Mais l'orchidée vibre en musique et livre ses vérités. Parce que cela vaut la peine, que cela en vaut le coup. Comme la vie vaut d'être vécue avant tout, écrit l'auteure.

Enracinée entre deux branches, Sur son arbre à sérénité, Déploie pétales et feuilles étanches, Aux creux palabres d'à côté « Allons enfants, belle fratrie, Le jour d'espoir est arrivé », Une fleur vous chante les harmonies, De ses racines à son duvet, Matin solaire, candide approche, « Oublions ce qui nous divise », Le temps s'étiole, s'effiloche, S'épanouir est sa devise Mixer les hymnes vient de sa sève, De l'ineffable ressenti, Que son perchoir



vaut plus qu'une trêve : Par l'enfance définir l'abri, Pareille à une synérèse, Que l'on adopte d'une oreille pieuse, La symbiose de deux êtres apaise, Pour qui accepte la voir glorieuse, La fleur haute, adolescente,

L'arbre nourricier, aussi la pluie, Dansent sous le vent, elle patiente, L'orchidée sait où va sa vie, écrit Valérie Sana dans son avant-propos.

« Poursuite en plongée sur moi, les deux autres dans le noir. Je me lève et m'avance sur le devant de la scène, au milieu. Je ne suis pas une étrangère, je suis Métisse ! L'un de vous aura fait de moi ce que je suis ; l'un de vous aura fait de moi qui je suis : Une hybride, une entité. Cela vaut la peine, cela en vaut le coup, car au-delà des apparences je suis 100% comme vous », peut-on également lire dans l'Épilogue éclairage.

Née en 1975, Valérie Sana est fonctionnaire de l'État

français. Elle a découvert l'écriture tardivement. Depuis son premier ouvrage paru en 2018 aux éditions L'Harmattan, elle poursuit sa production littéraire, variant les plaisirs. Après deux romans et une nouvelle fantastique empreints tous trois de poésie, l'auteure franco-congolaise s'essaie ici au genre théâtral, sous fond de confidences, avec ce quatrième ouvrage, dont elle réserve, une fois de plus, l'intégralité de ses droits à la branche humanitaire de l'Institut Curie.

Rappelons que les droits d'auteur de ce livre sont réservés à la branche humanitaire de l'Institut Curie qui s'engage contre les cancers de l'enfant en Afrique.

Bruno Okokana



## COUVERTURE VACCINALE

# Lancement du programme drones pour la livraison des vaccins dans les zones d'accès difficile

La mise en œuvre de cette nouvelle technologie permettra à la RDC d'être en mesure de distribuer des vaccins et autres produits de santé dans les zones d'accès difficile et par ricochet augmenter le taux de vaccination dans les provinces les plus enclavées du pays.

Au cours d'une conférence de presse qu'il a animée le vendredi dernier, en présence de la directrice du Programme élargi de vaccination (PEV), le Dr Elisabeth Mukamba et de Freddy Nkosi, directeur/Pays de « Village Reach », organisation internationale qui appuie le PEV dans la mise en œuvre du programme « Drones pour la santé » en RDC, le ministre de la Santé, le Dr Eteni Longondo, a souligné que la phase routine de livraison des vaccins et autres produits de santé par drones a été effectuée depuis le vendredi 29 janvier 2021, avec comme point de départ l'aire de santé de « Wendji Secli », dans la zone de santé de Bolenge, dans la province de l'Equateur.

Tout en émettant le vœu de voir le programme drones s'étendre dans les provinces d'accès difficile en RDC, le patron de la santé n'a pas caché sa satisfaction de voir le pays accéder à cette technologie de pointe dans le domaine de la santé. « Ceci est une fierté pour la RDC qui dispose de la technologie de pointe en vue d'améliorer la santé des Congolais, dans le cadre de la vision du chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, relative à la couverture sanitaire universelle »,



La directrice du PEV, le ministre de la Santé et le directeur pays du Village Reach

a-t-il déclaré tout en ajoutant que « ces drones ont facilité du 30 décembre 2020 au 26 janvier 2021 au moins soixante-dix livraisons et approvisionné quatorze aires de santé en stocks de vaccins et en Equipements de protection individuelle (EPI) ». Les vols retour de ces drones, a-t-il renchérit, ont facilité le transport des échantillons de laboratoire. Tandis que les livraisons qui ont été effectuées ont permis de vacciner plus de six cent vingt enfants dans la province de l'Equateur durant cette période.

Le ministre de la Santé qui avait lancé personnellement les vols d'essai du programme « Drones

pour la santé » en octobre 2020 dans la province de l'Equateur a reconnu que la première phase dudit programme a été « une phase expérimentale qui a connu cinquante vols de démonstration. Cette phase a été réalisée par le ministère de la Santé de la RDC et les membres de la communauté grâce l'appui financier de GAVI (Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination) ».

Quant à la deuxième phase qui a démarré en mars 2020, elle a disposé d'un réseau de distribution composé d'un centre de distribution principal situé à Wendji Secli à l'Equateur, de deux centres de distribution secondaire si-

tués à Bikoro et à Lolanga, de vingt-cinq sites drones dans les quarante-cinq centres de santé satellites, situés dans dix zones de santé de la division provinciale de la Santé (DPS) de l'Equateur.

## De la formation des experts

Une formation a été organisée au bénéfice des experts du programme drones. Elle a porté sur plusieurs modules notamment l'envoi et la réception des cargaisons, la collecte de données de base, les évaluations des performances et coûts, la procédure de transport par drone des échantillons et des produits infectieux ainsi que sur la communi-

cation en faveur de l'utilisation des drones dans le transport.

Aux dires du Dr Eteni Longondo, deux pilotes des vols, neuf enquêteurs, trois techniciens de laboratoire des programmes spécialisés, neuf cadres de la division provinciale de la Santé, cinquante-deux prestataires de soins et cent quatre relais communautaires de vingt-cinq sites de drones ont été formés.

Le programme drones est un programme du ministère de la Santé qui a pour but principal d'améliorer l'accès aux vaccins et autres médicaments, à collecter les échantillons de laboratoire dans les communautés difficiles d'accès.

**Blandine Lusimana**

## COVID-19

## Cent dix-neuf nouveaux cas confirmés

Sur les cent dix-neuf cas rapportés, le 9 février, par le Comité multisectoriel de la riposte à la Covid-19, il est à noter que Kinshasa demeure toujours la tête d'affiche dans cette pandémie.

La ville de Kinshasa rapporte 47 cas confirmés. Elle est suivie du Haut-Katanga avec 29, 19 au Sud-Kivu, 13 au Nord-Kivu, 6 au Lualaba et 5 au Kongo central.

La coordination nationale de lutte contre la Covid-19 ré-

vèle que 650 échantillons ont été testés. Tandis que 2 nouveaux décès, des cas confirmés dans le centre de traitement, ont été déclarés à Kinshasa. Le nombre de malades guéris est de 17, dont 8 à Kinshasa et 9 au Nord-Ki-

vu. Parmi ces survivants, les uns ont été suivis dans les centres de traitement et d'autres à domicile. Depuis le début de l'épidémie, le 10 mars 2020, le cumul des cas est de 23 890, dont 23 889 confirmés et un probable. Au

total, il y a eu 686 décès, dont 685 cas confirmés et un probable. S'agissant de la guérison, depuis la déclaration de cette épidémie dans le pays, 15 168 personnes ont survécu. Sur le territoire national, des 26 provinces, 23 sont touchées par cette pandémie de coronavirus.

**B.L.**



# Des actions urgentes en réponse aux besoins des réfugiés centrafricains vivant en RDC

La question a fait dernièrement l'objet d'une visite organisée par le HCR dans le territoire de Yakoma et à Gbadolite, dans la province du Nord Ubangi, dont le but est d'évaluer les besoins des réfugiés centrafricains arrivés dans le nord du pays, en raison des violences et de l'insécurité survenues dans le contexte des élections présidentielle et législatives du 27 décembre en République centrafricaine.

Selon le coordonnateur humanitaire, David McLachlan-Karr qui a conduit la délégation d'agences des Nations unies, du Forum des ONG internationales et de la Commission nationale pour les réfugiés, il était question de se rendre sur place pour s'en convaincre des conditions de vie des réfugiés centrafricains et évaluer leurs besoins prioritaires.

« Nous avons tenu à nous rendre personnellement sur le terrain, afin de toucher du doigt la réalité aussi bien pour les réfugiés venus de la Centrafrique, que pour les communautés qui les ont accueillis. Et sommes venus en équipes, parce qu'envisageons une réponse multisectorielle d'urgence; il était donc important que chacun des potentiels intervenants



Des réfugiés centrafricains dans un site d'hébergement en RDC

participe à cette visite pour évaluer la situation et bien orienter les interventions », a souligné le coordonnateur humanitaire, David McLachlan-Karr.

Le coordonnateur s'est dit être conscient des défis de mobilisation des ressources en cette période de sous-fi-

nancement de l'action humanitaire. Cependant, laissez-le entendre que: « nous allons élaborer un plan de réponses d'urgence sous le leadership du HCR pour des opérations conjointes, avec l'appui des bailleurs. Nous avons aussi noté des défis d'accès et les contraintes logis-

tiques d'acheminement de l'aide, qui seront aggravées par la prochaine saison des pluies. Nous en tiendrons compte dans notre planification ».

Quant à la représentante du HCR en RDC, Liz Kpam Ahua, elle s'est dite préoccupée par les conditions de vie de ces réfugiés qui ont

besoin d'une aide urgente. « Nous sommes vivement préoccupés par cette situation humanitaire. La plupart des réfugiés centrafricains vivent dans des zones reculées et difficiles d'accès et ont urgemment besoin d'eau, d'abris, d'accès aux services de santé et installations sanitaires. Les communautés hôtes, dans ces régions, accueillent généreusement ces personnes, mais leurs ressources sont extrêmement limitées. Le HCR et ses partenaires distribuent déjà des articles de secours aux familles les plus vulnérables et travaillent avec le gouvernement et autres acteurs humanitaires sur place pour venir en aide au plus vite à ces personnes qui sont dans le besoin ».

**Blandine Lusimana**

## EPST

### Reprise imminente des activités scolaires en présentiel

Alors que l'opinion attend une adresse du chef de l'Etat en rapport à cette reprise des cours annoncée pour « les heures qui suivent », le ministre en charge du secteur a rassuré sur l'observation de la chute de la courbe de contamination à la Covid-19, condition sine qua non de la relance d'activités dans les écoles.

Le ministre d'État en charge de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST), Willy Bakonga, a annoncé, le mercredi 10 février dans un tweet, la reprise imminente des cours au niveau de ce secteur. Cette annonce est liée à l'observation de la chute de la courbe de contamination de la Covid-19,

En attendant l'annonce officielle par le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, qui est attendue, selon certaines sources, « dans quelques heures », le ministre Willy Bakonga a indiqué avoir effectué une visite dans certaines écoles pour s'assurer des conditions d'accueil des élèves et préparer cette re-

prise de cours. « La reprise de cours est imminente puisqu'aux dernières nouvelles la courbe de contamination de la Covid-19 chute », a-t-il dit.

Il est rappelé que cette reprise imminente des activités scolaires et académiques avait également été annoncée par le ministre de la Santé, qui avait noté une stabilité dans la courbe de contamination à la Covid-19. Sans donner des précisions sur la date, le ministre Eteni a rassuré que cette reprise d'activités sera décidée lorsque la courbe de contamination à cette maladie va descendre.

**Lucien Dianzenza**

## ENVIRONNEMENT

### Greenpeace Afrique fustige la vente de 19 blocs pétroliers en RDC

Pour l'ONG internationale, cette situation constitue également un pied de nez fait aux bailleurs de fonds regroupés au sein de l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique centrale (CAFI).

Dans un communiqué distribué le 9 février 2021, Greenpeace Afrique vient de dénoncer la mise aux enchères prochaine de dix-neuf blocs pétroliers à travers la République démocratique du Congo (RDC). Pour cette organisation internationale, cette mise aux enchères est une insulte aux Congolais et aux tentatives internationales pour lutter contre la crise climatique. « L'annonce vient moins de deux semaines après que le président Félix Tshisekedi s'est posé en grand défenseur de l'environnement dans une adresse par vidéoconférence à un sommet organisé par Emmanuel Macron à Paris », note Greenpeace Afrique. Greenpeace Afrique consi-

dère également cette situation comme un affront aux bailleurs de fonds regroupés au sein de l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique centrale (CAFI) et qui s'appêtent à signer une nouvelle lettre d'intention avec la RDC pour la protection des forêts.

A en croire cette ONG, neuf des dix-neuf blocs à brader se trouvent dans la cuvette centrale, dont une partie est recouverte d'un gigantesque complexe de tourbières crucial pour le climat mondial. « Ils assureront plutôt leur mise en péril et la destruction de la biodiversité au profit d'un petit groupe de kleptocrates », dénonce cette organisation. Et de rappeler que le ministre des Hydrocarbures, Rubens Mikindo, avait, pourtant, af-

firmé que les nouveaux blocs pétroliers vont permettre « le développement des peuples riverains ».

L'ONG fait savoir que lors des journées scientifiques organisées du 28 au 29 janvier dernier à Kinshasa, le ministre des Hydrocarbures avait annoncé avoir recensé dix-neuf blocs pétroliers à travers le pays, qui feront bientôt l'objet d'appels d'offres. Ainsi, avait expliqué ce membre du gouvernement congolais, la revue du patrimoine pétrolier et gazier de la RDC nous a permis de sélectionner au total dix-neuf blocs pétroliers qui vont bientôt faire l'objet des appels d'offres. Ces blocs sont répartis, a-t-il soutenu, de la manière suivante : neufs blocs dans le bassin sédimentaire de la cuvette centrale, trois dans le bassin côtier en On Shore, quatre dans le Graben Tanganyika, trois dans le lac Kivu.

**Lucien Dianzenza**



## KOUILOU

# Neuf affaires inscrites à l'ordre du jour de la 11<sup>e</sup> session ordinaire du conseil départemental

Les travaux de session se sont ouverts le 9 février au siège du conseil départemental du Kouilou sous les auspices d'Alexandre Mabiala, président de cette institution.

Les travaux de la 11<sup>e</sup> session ordinaire dureront dix jours et s'achèveront le 18 février prochain. Au total neuf affaires seront examinées au cours de ces retrouvailles, notamment le projet du budget primitif du conseil départemental du Kouilou, exercice 2021 ; le projet de délibération portant adoption du budget primitif du conseil départemental du Kouilou, exercice 2021 ; le projet de compte administratif du conseil départemental du Kouilou exercice 2020 ; le projet de programme d'investissement du conseil départemental du Kouilou exercice 2021 ; le projet de délibération portant adoption du programme d'investissement du conseil départemental du Kouilou exercice 2021, etc. Ouvrant les travaux de cette session, Alexandre Mabiala a signifié que la convocation de l'assemblée locale en sa 11<sup>e</sup>



La Tribune officielle

session ordinaire, dite budgétaire, n'est que la réponse logique aux exigences de la

gestion décentralisée. Car il s'agit, selon lui, de rendre compte de sa gestion et de

déterminer les grands axes de l'action locale pour l'année 2021.

**« Au cours de cette session, il sera donc évoqué des questions économiques dans leurs plénitudes. Le conseil départemental du Kouilou ne peut donc rester indifférent devant cette volonté fermement affichée par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, de conduire le Congo, en toute sécurité, au-delà des vicissitudes accentuées de ces temps d'incertitude. C'est sur instruction du président de la République que le conseil départemental du Kouilou a vu ses recettes connaître une augmentation substantielle, permettant ainsi la mise en œuvre de sa politique de développement local »,**

« Au cours de cette session, il sera donc évoqué des questions économiques dans leurs plénitudes. Le conseil départemental du Kouilou ne peut donc rester indifférent devant cette volonté fermement affichée par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, de conduire le Congo, en toute sécurité, au-delà des vicissitudes accentuées de ces temps d'incertitude. C'est sur instruction du président de la République que le conseil départemental du Kouilou a vu ses recettes connaître une augmentation substantielle, permettant ainsi la mise en œuvre de sa politique de développement local », a-t-il déclaré.

Ces assises ont été marquées par l'observation d'une minute de silence en mémoire du roi Moé Makosso IV et du conseiller départemental Loembet Jacques.

Séverin Ibara



## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.








Un Espace culturel Pour vos Manifestations :  
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace  
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso  
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

**Ouvert**  
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h  
SAMEDI 9 h - 13 h



## HÔPITAL GÉNÉRAL DE LOANDJILI

## Le comité de direction examine le plan de travail de l'année en cours

La troisième session ordinaire du comité de direction de l'hôpital général de Loandjili a eu lieu, le 9 février, sous la direction de la présidente de ce comité, le docteur Yolande Voumbo Matoumona, accompagnée de Vital Evence Ebelebe et de Jean Claude Etoumbakoundou respectivement directeur général de cet hôpital et secrétaire général de la préfecture de Pointe-Noire.

Au cours de ces retrouvailles, les membres de ce comité ont examiné seize documents soumis à leur approbation. Ils ont aussi suivi trois points d'information. Ainsi les résultats de l'analyse de ces documents se présentent ainsi qu'il suit : cinq documents ont été adoptés avec amendements, notamment le procès-verbal du comité de direction du 3 mai 2018 ; la fiche de synthèse sur la mise en œuvre des délibérations du comité de direction 2018, les états financiers de l'exercice 2017 ; les états financiers de l'exercice 2018 ; le projet du plan de travail annuel budgétisé exercice 2021. Ainsi sur la mise en œuvre des délibérations du comité de direction, session du 3 mai 2018, les participants ont décidé à l'unanimité de la reconduction de la délibération sur la réalisation des audits du personnel, organisationnel, fonctionnel, financier et comptable de l'hôpital général de Loandjili, dont la mise en œuvre n'a pas été ef-



fective. Vu leur importance, les membres du comité de direction ont recommandé fermement à la direction générale de cet hôpital de tout mettre en œuvre afin que les résultats de ces audits soient examinés lors de la prochaine session ordinaire. En effet, onze documents ont été renvoyés à la prochaine session extraordinaire du comité de direction de cet hôpital, à savoir les quatre documents rattachés à l'exercice budgétaire 2019 ; les quatre documents rattachés à l'exer-

cice budgétaire 2020; le projet du budget exercice 2021 ; le projet d'organigramme de cet hôpital et le projet du plan tarifaire. Les participants à ces assises ont, en outre, suivi les informations données par le directeur général de cet hôpital basées sur les protocoles d'accords nouveaux et la mise en œuvre des protocoles anciens. Les membres de ce comité ont à cette occasion adopté deux délibérations portant organisation des audits du personnel, organisationnel, fonctionnel, financier

*Des participants lors des travaux/Adiac* et comptable et celle portant autorisation des douzièmes provisoires au titre de l'exercice budgétaire 2021. S'exprimant à l'occasion de cette rencontre, Yolande Voumbo Matoumona a relevé les efforts entrepris par la direction générale de l'hôpital de Loandjili qui, malgré les moments difficiles marqués par la crise sanitaire de coronavirus et la crise financière, n'a ménagé aucun effort dans la mobilisation des ressources en vue de la tenue de cette troisième session du comité

de direction de cet hôpital. L'oratrice a aussi remercié le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, pour l'attention toujours réservée au fonctionnement des structures sanitaires en dépit du contexte budgétaire difficile. «Le comité de direction constitue un moment important dans la vie d'une structure. C'est l'occasion pour nous de passer en revue les résultats obtenus ces 35 derniers mois, en mettant l'accent sur les améliorations apportées aux utilisateurs des services dans l'offre des soins et des services, mais également en termes de perspectives pour le développement de la structure ».

Ces retrouvailles ont été marquées par l'observation d'une minute de silence en mémoire de Jean Mouyabi et du docteur Benoît Loembet respectivement ancien ministre de la Santé et ancien directeur général de la santé.

*Séverin Ibara*

## HANDBALL

## Willy Richard Nha lance une campagne de détection des talents

Après sa nomination le 1er février par le président de la Fédération congolaise de handball, le nouvel entraîneur national adjoint des équipes nationales cadets et juniors hommes, Willy Richard Nha, a lancé le 9 février au stade de Cheminots à Pointe-Noire une campagne de détection des joueurs qui représenteront le Congo aux championnats d'Afrique des nations des jeunes prévus en mars au Maroc.

Plus de trente joueurs présélectionnés à Pointe-Noire ont répondu à l'appel de Richard Nha. Le nouvel entraîneur a lancé les entraînements des joueurs présélectionnés de la Ligue de Pointe-Noire en présence des anciens techniciens et joueurs parmi lesquels, Cherubin Nkodia.

Les athlètes concernés vont participer à un mini tournoi avec le groupe des Diables rouges seniors, à l'issue duquel le sélectionneur national Guy Bertrand Mahoungou passera le week-end prochain pour regarder afin de retenir les vingt meilleurs joueurs par catégorie soit dix cadets et dix juniors. Les joueurs retenus iront



ensuite à Brazzaville où ils s'affronteront avec le groupe de Brazzavillois pendant deux semaines. C'est après ces confrontations que le staff tech-

nique national de la Fécohand retiendra 24 meilleurs joueurs par catégorie qui composeront les sélections nationales pour la campagne du Ma-

*Les joueurs présélectionnés/Adiac*

roc 2021. La tâche étant rude après plus d'une année de trêve, Willy Richard Nha a lancé un appel à ses collègues entraîneurs et aux amou-

reux de handball de lui apporter le soutien. Il a, toutefois, évoqué le manque de ballons et le mauvais état du terrain avant de rendre grâce à Dieu pour sa nomination dans le staff technique national des Diables rouges. Willy Richard Nha a aussi remercié le président de la fédération pour la confiance faite à son égard.

La 27<sup>e</sup> et la 16<sup>ème</sup> édition des championnats d'Afrique juniors et cadets auront lieu respectivement du 9 au 14 mars et du 16 au 21 mars à Agadir au Maroc. Huit pays y sont engagés à savoir l'Algérie, le Congo, la République démocratique du Congo, l'Égypte, la Guinée, le Liban, le Nigeria et la Tunisie.

*Charlem Léa Itoua*



## HOMMAGE

# Alex Ramel nous a quittés

Alex Michel Ramel, titulaire de la pharmacie Mavré, est décédé à l'âge de 66 ans le dimanche 31 janvier à Grenoble, en France, des suites d'une longue maladie qu'il aura combattue de toutes ses forces. Cette force singulière, il la tenait de ses parents, François Ramel et Marie Baudey cultivateurs à Mieussy, village des terres de Savoie où Alex repose désormais.

À 11 ans, il prit sa valise pour ses études en pensionnat. Baccalauréat, faculté de médecine à Grenoble, pharmacie à Bordeaux puis, après son service militaire à Berlin, il part travailler aux Antilles.

À 46 ans, vient le grand départ pour Brazzaville, une aventure de 20 ans, marquée par la disponibilité envers les autres de celui qui apporta une aide constante et sans faille auprès des personnes malades ou en difficulté. Alex Ramel reprit la pharmacie Mavré où sa réputation d'homme généreux et bienveillant se forgea d'années en années en fournissant gratuitement des médicaments aux personnes sans ressources et aux femmes enceintes. Entreprenant, il fit un grand nombre d'actions caritatives et humanitaires en collaboration avec l'Ordre de Malte dont il avait été fait officier du Mérite, et qui le nomma ambassadeur de l'Ordre souverain de Malte près de la République du Congo.

Puis, en 2002, s'instaura une relation unique entre sa majesté le Makoko Gaston Nguayoulou et le Docteur Alex Ramel. Celui-ci, ayant appris les aides que ce dernier avait apportées à certains de ses sujets malades, le fit venir dans son Royaume à Mbé. Marquant sa sympathie, il mettait à sa disposition les terres d'Issala, d'une surface de 30 000 hectares pour la réalisation

d'un projet de développement. Avec une âme d'entrepreneur, Alex Ramel eut alors le désir de cultiver ces terres pour la production d'huiles essentielles, avec la collaboration de parfumeurs français. Il s'entoura alors d'une équipe armée de compétence d'organisation, de connaissances scientifiques de grande qualité et d'expérience. Bénéficiant de la confiance répétée du successeur du roi Gaston Nguayoulou, le roi Auguste Ngempio accorda son soutien à Alex Ramel. Considérant l'enjeu, et soucieux de parrainer ce projet dans le plus grand respect de la tradition Téké, le roi a voulu de manière solennelle, le 13 janvier 2018, avec les douze grands dignitaires de la cour au complet, offrir sa bénédiction, une bénédiction des terres, des protecteurs et des auteurs du projet Arômes du Congo.

Aujourd'hui, plus que jamais, l'équipe et ses partenaires se consacreront à la réalisation de ce projet tant rêvé et souhaité par son initiateur Alex ramel.

Bienveillant, entreprenant, généreux, tolérant, tels sont les mots prononcés lors des hommages rendus solennellement à Mieussy, à celui qui aurait voulu « poser sa valise » dans son pays d'adoption, le Congo.

Vincent Ohl



## CHAMPIONNAT DU MONDE DE BOXE ARABE

## Deux athlètes congolais affûtent leurs armes à Pointe-Noire

Les Congolais Rahim Dony Vouta Voubrel chez les messieurs et Rodolphe Mouandza Okoko chez les dames ont été sélectionnés pour participer avec une centaine de boxeurs africains aux championnats du monde de la Boxe arabe dénommés « Grand prix de Russie ».

La compétition se disputera du 21 avril au 1er mai à Moscou en Russie. Cette compétition a assuré Eric Richard Ella Bekale, président de la Fédération africaine de boxe arabe (Faba) et vice-président de la Fédération internationale, vise à assurer la promotion de la boxe arabe, tout en permettant d'atteindre un niveau élevé.

Plus de 500 combattants venus de tous les coins du monde sont attendus en Russie pour disputer les 244 titres mis en jeu. Le président de la Faba considère ce rendez-vous, comme une belle opportunité pour les boxeurs africains de valoriser la culture africaine. « Nous allons en profiter pour montrer ce que l'Afrique a comme richesse », a dit Eric Richard Ella Bekale.

La Faba a-t-il précisé, travaille pour que tous les pays affiliés soient représentés à ce grand- rendez-vous. Sur



les 50 pays affiliés, 38 ont déjà confirmé leur présence en Russie.

Le quota réservé aux représentants africains a été bien défini : deux boxeurs par pays notamment un homme et une femme. Le Congo sera représenté chez les messieurs par Rahim Dony

Vouta Voubrel dans la catégorie des moins de 67 kg pro. Il avait gagné la ceinture continentale à Yaoundé au Cameroun dans la catégorie des 63,5kg lors des championnats d'Afrique professionnels de Kick boxing.

Chez les dames Rodolphe Mouandza Okoko dans la ca-



Rahim Dony Vouta Voubrel à gauche et Rodolphe Mouandza Okoko

tégorie des moins de 57kg pro défendra les couleurs du Congo. Les deux boxeurs, a-t-on appris, affûtent leurs armes à Pointe-Noire sous la supervision du directeur technique national.

Cette compétition va également mobiliser des centaines de journalistes venus de tous

les continents. « Nous allons vivre un moment inédit. C'est la plus grande compétition jamais organisée au monde. C'est une compétition qui va regrouper près de 500 combattants et 700 journalistes... », a fait savoir Eric Richard Ella Bekale.

James Golden Eloué